

> **RAPPORT AU TRAVAIL****(en) Quête
de sens**

Le développement du télétravail d'une part, les inquiétudes sur le devenir de la planète d'autre part, ont profondément transformé l'attente des salariés concernant leur travail. La quête de sens, la recherche d'une finalité qui dépasse la simple satisfaction personnelle deviennent désormais de plus en plus indispensables pour s'investir dans son travail. Une donnée nouvelle à laquelle les entreprises doivent être en capacité de répondre.

**ACTUS****CINÉMA**

*Provence Studios
fait briller
le Sud à l'écran*

FOCUS**DÉBAT PUBLIC**

*Le déploiement de l'éolien
en mer agite les débats
en Méditerranée*

PORTRAIT

**Alexandre
CAIZERGUES**
*Capitaine
intrépide*



Avenir industriel du territoire : mieux dialoguer pour réussir ensemble

par Marc Bayard

président d'Environnement Industrie

Pour réagir aux enjeux du changement climatique et retrouver plus d'autonomie et de souveraineté, l'industrie est plus que jamais un atout si l'on sait saisir les opportunités et accueillir les acteurs des filières d'avenir. Notre territoire de Fos-Étang de Berre est-il prêt et souhaite-t-il ce renouveau ?



©UCB

L'évolution des aspirations de la société, des moyens d'information... et de désinformation façonnent les attitudes et réactions et créent nombre de biais dont le bien connu NIMBY (pas dans mon jardin en bon français) ! Trouver un consensus fondé sur l'intérêt collectif n'évitera pas des impacts négatifs. S'ils ne sont pas pris en compte et traités correctement, ils seront la source d'échecs annoncés. Malgré les réponses apportées suite aux erreurs du passé, la mémoire collective est tenace et la culture de la défiance est bien ancrée, la parole officielle décrédibilisée, État et industriels confondus. Le dialogue demeure très difficile : d'un côté, la population, frustrée par un passif chargé où la santé des habitants aurait été mise au second plan face au développement économique, de l'autre, les industriels tout aussi frustrés par une image toujours dégradée en dépit d'avancées incontestables. La médiatisation surexpose les mauvaises nouvelles, les progrès restent méconnus.

Dialogue difficile ne veut pas dire impossible. Notre territoire très inventif apporte des outils au-delà des dispositifs réglementaires. A commencer par le SPPPI (Secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles) créé il y a 50 ans et redynamisé en 2011 avec une gouvernance collégiale. Chacun apporte sa connaissance, exprime son point de vue, écoute celui des autres et repart souvent avec des actions. Depuis 2019, la démarche REPONSES sur la qualité de l'air amplifie ce principe. En s'ouvrant plus directement vers les citoyens et les médias, elle facilite l'accès à une information objective et vérifiée. Elle améliore ainsi la visibilité des axes de progrès. Plus récemment, le Laboratoire territorial, mis en place par la sous-préfecture, doit permettre la co-construction du territoire désiré. Les industriels avec le GMIF (Groupement maritime et industriel de Fos et sa région) participent activement à ces instances. Malheureusement, celles-ci demeurent trop peu connues de la population... Il y a encore du chemin à faire !

Des principes simples mais incontournables peuvent favoriser la réussite collective. Les concertations initiales sur les projets sont fondamentales : il faut laisser une marge de manœuvre, ne pas livrer un dossier déjà ficelé tout en présentant un projet suffisamment réfléchi. Ne pas sur vendre les avantages ni cacher les inconvénients, même mineurs : dire ce que l'on fait pour les traiter. La crédibilité est en jeu. Ouvrir le dialogue sur les inquiétudes légitimes : ne pas éluder, ne pas être dans le déni. La confiance est en jeu. Rien n'est gagné d'avance même si notre bon sens nous laisse croire qu'il en va de l'intérêt collectif. Le territoire appartient à ceux qui l'habitent, qui y travaillent, qui viennent en villégiature. Notre devoir d'industriel est de démontrer que nous sommes une clé de son succès futur. Ensemble, nous pouvons négocier ce virage décisif.

Recueilli par Jean-Christophe Barla

Le secteur privé peut accélérer les transitions

par Marc Garner

vice-président exécutif de la division Secure Power de Schneider Electric



©SCHNEIDERELECTRIC

La crise de l'énergie est le moteur du changement. Plus elle s'aggrave, plus les entrepreneurs comprennent l'impératif de réduire leurs coûts. Dans certaines industries, diminuer le temps de travail des collaborateurs, limiter l'utilisation d'installations peut aider à traverser une période délicate, mais ce n'est pas une solution durable. L'approche la plus bénéfique consiste à investir dans des technologies plus efficaces sur le plan énergétique.

Pour des PME, il existe des solutions peu coûteuses, aisées à mettre en œuvre et exploitables qui, dans le contexte actuel, s'avèrent rapidement rentables. Grâce aux connaissances, équipements, personnels et moyens d'évaluation dont elle dispose, Schneider Electric peut aujourd'hui démontrer à un dirigeant la potentialité d'un retour sur investissement dans les six mois à un an, pour un investissement donné quelle que soit la taille ou les enjeux énergétiques de sa société. L'analyse réalisée est complète, du tableau électrique à l'ensemble du bâtiment et des activités. Le diagnostic fournit une idée du coût de l'adoption de nouvelles technologies, les avantages opérationnels qui en découleront, les meilleures pratiques du secteur et même, selon les pays, les subventions accessibles pour alléger les investissements de transition énergétique.

Les technologies de simulation numérique détaillent comment un système va fonctionner avant qu'il ne soit implanté. Pour l'édification d'un bâtiment, un jumeau numérique aide à comprendre comment construire durable, comment gérer, piloter et maintenir un site de la manière la plus performante et écologique sur tout son cycle de vie. Une PME, une ETI peut ainsi s'inscrire dans une perspective d'amélioration continue. À chaque économie obtenue, elle pourra engager d'autres investissements dont l'impact sera mesurable sur une échelle de temps plus longue pour contribuer au progrès global de la qualité de vie sur son territoire.

Elle peut embarquer dans le mouvement ses fournisseurs et ses clients. Depuis mon poste, je note les différences d'un pays à l'autre sur la manière dont la législation favorise l'accélération des transitions, sur le niveau de prise de conscience des entreprises. Le Royaume-Uni, par exemple, se montre très soucieux de couvrir le spectre le plus large possible dans la réduction des émissions

de CO₂, du Scope 1 au Scope 3⁽¹⁾. Dans d'autres États, des entreprises se concentrent sur leurs Scopes 1 et 2, considérant que le Scope 3 est trop compliqué à mettre en œuvre. Mais si une compagnie n'amène pas sa chaîne d'approvisionnement à devenir meilleure, elle pourra difficilement répercuter sa propre amélioration sur ses clients et permettre qu'eux-mêmes la répercutent sur leurs clients. Schneider Electric a lancé il y a deux ans une évaluation de ses 1 000 principaux fournisseurs dans le monde. Nous leur avons fixé des objectifs de réduction de 50 % de leurs émissions de carbone parce que nous voulons qu'ils restent dans notre réseau d'approvisionnement tout en continuant à faire bénéficier nos clients de produits toujours plus écologiques. Ils doivent s'engager à améliorer leur durabilité. C'est ainsi que le secteur privé peut vraiment conduire à une amélioration collective, au-delà du rythme de chaque pays. En complément du rôle législatif des gouvernements dans le processus d'évolution des comportements.

⁽¹⁾ Scope 1 : émissions directes. Scope 2 : émissions indirectes liées aux consommations énergétiques de la fabrication d'un produit. Scope 3 : toutes les émissions indirectes dans le cycle de vie du produit, des matières premières à son recyclage, en passant par sa logistique.

Recueilli par Eric Collomb